

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1909.

---

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1910 (1).

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

---

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1910 s'élève à 23,738,447 francs.

Il est en augmentation de 838,600 francs sur celui de l'exercice 1909.

L'augmentation de 838,600 francs comporte :

|                                        |             |
|----------------------------------------|-------------|
| Aux dépenses ordinaires . . . . .      | fr. 242,600 |
| Aux dépenses exceptionnelles . . . . . | 596,000     |
| Total. . . . .                         | fr. 838,600 |

La majoration des dépenses ordinaires est due principalement aux objets suivants :

|                                                                 |            |
|-----------------------------------------------------------------|------------|
| Traitements du personnel de l'administration centrale . . . . . | fr. 23,000 |
| Institutions de prévoyance . . . . .                            | 50,000     |
| Mutualités de retraite . . . . .                                | 100,000    |
| Bourses du travail et chômage involontaire. . . . .             | 20,000     |
| Commission de revision des règlements miniers . . . . .         | 19,000     |

La majoration des dépenses exceptionnelles est due à l'Exposition universelle de Bruxelles en 1910.

## EXAMEN DANS LES SECTIONS.

Le projet de Budget a été adopté dans toutes les sections.

Les observations présentées au cours des réunions de section ont fait l'objet d'un examen attentif de la part de la section centrale. Nous les contrerons successivement.

---

(1) Budget n<sup>o</sup> 4 VIII.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Mabille, Terwagne, Verhaegen, Masson, Huyshauwer et Bôval.

**EXAMEN EN SECTION CENTRALE.****Enseignement professionnel.**

La section centrale ne revient pas sur les vœux que ses devancières ont formulés à plusieurs reprises au cours des dernières années. Il importe plus que jamais que le Gouvernement continue, sans se laisser arrêter par des questions d'argent, à encourager les communes et les particuliers dans la voie, éminemment salubre pour le pays, de l'enseignement professionnel. A ce point de vue, l'on ne saurait trop recommander aux inspecteurs et aux autres fonctionnaires qui se trouvent en rapport avec les comités directeurs des écoles professionnelles, de faire preuve vis-à-vis d'eux de toute la bienveillance, de toute la souplesse, de tout le respect des situations spéciales qui peuvent se concilier avec l'institution d'un solide enseignement professionnel.

Nous voulons nous borner, cette année, à signaler à M. le Ministre un seul point. Il a été demandé de divers côtés que les jeunes militaires soient mis à même de suivre, pendant leurs heures de liberté, des cours professionnels, industriels, agricoles, artistiques. Ces heures de liberté étant à peu près partout octroyées à la fin de la journée, la section centrale souhaite vivement que M. le Ministre de l'Industrie et du Travail se mette en rapport avec son collègue de la guerre, en vue de faire fixer ces heures d'une façon aussi uniforme que possible. Il conviendrait, d'autre part, de chercher à obtenir des instituts professionnels qui existent dans les villes de garnison ou dans leurs environs, que des cours fussent ouverts et des études rendues accessibles aux militaires pendant les heures de liberté dont ils disposent.

Moyennant quelques efforts de persuasion de la part des chefs et la perspective d'être mieux notés que ceux qui se refuseraient à suivre des cours, les jeunes militaires, en grand nombre, fréquenteraient désormais les écoles professionnelles. Ils y acquerraient des connaissances fort utiles et employeraient mieux leur temps libre qu'ils ne le font en général aujourd'hui.

**Institutions de prévoyance.**

L'article 26 du Budget prévoit une majoration de crédit de 50,000 francs. Tout en y applaudissant, la section centrale, pénétrée de la haute utilité sociale des encouragements assurés par l'État aux œuvres d'initiative privée, exprime le vœu que le crédit soit encore majoré, dès l'an prochain, en vue de permettre au Ministre de mieux pourvoir au développement des associations de prévoyance. On sait que le nombre des associations mutualistes reconnues a passé de 2,978, en janvier 1900, à 8,079, en janvier 1909, sans que le crédit, porté à 550,000 francs dès 1900, ait reçu d'autre accroissement que celui qui vient d'être porté au Budget de 1910.

**Chômage involontaire et placement gratuit des travailleurs.**

La section centrale félicite M. le Ministre de l'Industrie et du Travail de l'accroissement du crédit porté à l'article 29, en vue de subsidier les institu-

tions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs et les caisses de prévoyance et de secours érigées en faveur des victimes du chômage involontaire.

Le crédit, qui était de 20,000 francs pour 1909, est porté à 40,000 francs pour 1910.

Les bourses paritaires du travail, les caisses de prévoyance en faveur des victimes du chômage involontaire et les syndicats ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts professionnels des ouvriers forment une sorte de trilogie du salaire dont personne ne peut méconnaître la haute importance sociale.

L'initiative privée a produit, à ce triple point de vue, des résultats remarquables, mais combien encore insuffisants!

L'ouvrier a le droit de débattre avec le patron les conditions de son travail et, en tout premier lieu, le montant de son salaire. Il lui est pratiquement impossible de le faire, dans la grande industrie, en dehors du syndicat.

L'ouvrier atteint par le chômage involontaire est momentanément privé de salaire. Il doit, néanmoins, se nourrir et nourrir les siens.

L'ouvrier sans travail est également privé de salaire. Lui aussi a besoin du produit de son travail pour vivre et faire vivre les siens.

Il faut donc, pour parer à des situations douloureuses, pour mettre, d'autre part, l'ouvrier sur un pied d'égalité avec le patron dans la conclusion du contrat de travail, que la bourse du travail, le fonds de chômage, le syndicat ouvrier, puissent se développer et compter, à cette fin, sur l'assistance des pouvoirs publics.

Les subsides ne suffisent pas. La loi sur la reconnaissance des unions professionnelles ne suffit pas.

C'est l'appui officiel donné aux idées maîtresses que s'efforcent de réaliser ces institutions, qu'il convient d'obtenir.

Il existe, à ce propos, un précédent remarquable, digne de servir d'exemple et de marquer la voie à suivre.

Les sociétés de secours mutuels, malgré l'intervention du législateur, ne se développaient guère en Belgique. Lorsque fut instituée par le Gouvernement la commission permanente des sociétés de secours mutuels, la propagande prit un essor nouveau et des succès éclatants couronnèrent l'heureuse initiative de l'État.

Aussi la section centrale demande-t-elle au Ministre de l'Industrie et du Travail d'instituer sans tarder une commission permanente des syndicats reconnus, des bourses paritaires du travail et des caisses de prévoyance contre le chômage involontaire.

Appuyée sur les rouages administratifs existants et fort bien disposés d'ailleurs à l'égard de cette trilogie d'œuvres sociales, la Commission s'efforcera de développer celles-ci, d'y amener des travailleurs, de faire tomber les préjugés qu'auraient conservés les chefs d'entreprise, d'étendre la paix sociale en propageant le plus possible les institutions reconnues par la loi, subsidiées par les pouvoirs publics et résolument cantonnées dans les limites très larges de l'objet qu'elles se sont assigné.

A cette fin, la section centrale a l'honneur de soumettre à la Chambre l'amendement suivant à l'article 29 :

Ajouter au libellé, avant les deux derniers mots :

« Frais divers de la Commission permanente des unions professionnelles » reconnues, des bourses paritaires du travail et des caisses de prévoyance » et de secours en faveur des victimes du chômage involontaire. »

Pour l'année 1910, le crédit proposé à l'article 29 ne serait pas majoré.

#### Accidents du travail.

Des observations ont été échangées au sujet de l'application de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail. Il a paru prématuré à la section centrale de se livrer à une étude approfondie des nombreuses questions qu'a fait naître la première période de mise en vigueur de la loi, au moment où le premier rapport triennal sur l'application de la loi va être déposé sur le bureau de la Chambre.

L'examen de ce document sera indispensable pour apprécier les critiques formulées par les ouvriers et les chefs d'entreprise intéressés, ainsi que par certaines sociétés d'assurance.

#### REPOS DU DIMANCHE.

##### Travail dans les boulangeries.

La section centrale insiste à nouveau, après sa devancière de l'exercice précédent, pour que la Chambre mette enfin en discussion le projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales. Ce projet a été déposé le 12 mars 1907. Il a pour objet la suppression de l'emploi des « extras » dont le travail effectué le dimanche a pour conséquence de vicier la loi dans l'une de ses dispositions essentielles.

Les employés de commerce, bon nombre de commerçants et l'*Association pour le repos du dimanche en Belgique* demandent que le projet de loi soit mis à l'ordre du jour de la Chambre sans tarder.

\*  
\* \*

Les syndicats chrétiens d'ouvriers boulangers se sont adressés à la Chambre, — d'autres syndicats ont fait appel à l'opinion publique en vue d'obtenir, par une réglementation légale du travail dans les boulangeries et les fabriques de pain, la suppression du travail de nuit et l'interdiction de travailler le dimanche, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. Les intéressés invoquent le tort que cause à leur santé l'exercice prolongé du métier, leur droit au repos du dimanche et ils signalent l'insuffisance du contrôle exercé par les inspecteurs du travail.

La section centrale, frappée du grand nombre de plaintes qui se produisent, prie M. le Ministre de l'Industrie et du Travail de vouloir bien ouvrir,

au cours de l'année 1910, une enquête sur l'industrie de la boulangerie, la manière dont elle est exercée, les dommages qu'elle entraîne pour les ouvriers et les moyens de parer aux abus qui seraient révélés. Cette enquête serait menée par des fonctionnaires à désigner par le Ministre. Indépendamment de la visite des fours à cuire le pain, des ateliers, des logements, la commission entendrait les patrons et les ouvriers et notamment, parmi ces derniers, les ouvriers syndiqués.

Le compte rendu de l'enquête serait publié en même temps que le projet de budget de l'industrie et du travail pour 1911.

En vue de donner à ce vœu une expression concrète, la section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adjonction au projet de budget qui lui est soumis d'un article 53 ainsi conçu :

« Frais de publication du rapport de la commission spéciale à instituer »  
» par le Ministre en vue d'étudier, au cours de l'année 1910, les dommages »  
» que présente pour les ouvriers l'industrie de la boulangerie et de la pâtis- »  
» serie, et les moyens de parer aux abus qui seraient révélés : 4000 francs. »

#### Allocations de 65 francs.

A la demande de l'un de ses membres, la section centrale appelle l'attention de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail sur la procédure suivie au sujet des demandes d'allocation de 65 francs.

Le Comité de patronage, qui reçoit directement les demandes des intéressés, ordonne, pour chacune d'elles, une enquête sur place et confie celle-ci à l'un de ses membres. Il se prononce après avoir entendu son rapporteur.

Le Conseil d'appel ne réforme jamais une décision du Comité de patronage sans avoir, au préalable, entendu le rapporteur chargé par celui-ci de l'enquête sur place.

Le Conseil des mines, chargé de statuer en dernier ressort, agit différemment. Il se prononce sans entendre le membre du Conseil d'appel qui a été chargé du rapport et qui a été mis en présence du rapporteur du Comité de patronage, dans les cas prêtant à discussion.

En vue d'assurer aux intéressés des décisions reflétant toujours exactement les faits, M. le Ministre ne pourrait-il inviter le Conseil des mines à suivre l'exemple du Comité de patronage et du Conseil d'appel et à entendre, soit le rapporteur qui a fait l'enquête sur place, soit un délégué du Conseil d'appel, avant de casser une décision de celui-ci ?

#### Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail.

A l'article 50, le Ministre propose de réduire de 90,000 francs — montant du subside alloué en 1909 et précédemment — à 70,000 francs, l'allocation à la Caisse de prévoyance et de secours, instituée par la loi du 21 juillet 1890, en faveur des victimes des accidents du travail.

Cette institution, dans son rapport sur l'exercice 1908-1909, insiste vivement pour que le subside soit maintenu au taux de 90,000 francs.

La section centrale a demandé à ce propos à M. le Ministre s'il ne pourrait consentir à rétablir le crédit de l'article 50 au taux de 90,000 francs.

La réponse a été négative. « C'est pour de très sérieuses raisons — ainsi » s'est exprimé le Ministre — que le Gouvernement a proposé de réduire de » 90,000 à 70,000 francs le crédit de l'article 50 du Budget de mon Département pour 1910. Nonobstant le vœu formulé par le Conseil d'administration de la *Caisse de prévoyance en faveur des victimes des accidents du travail*, je ne puis, actuellement du moins, acquiescer à une majoration de ce crédit. »

La section centrale exprime l'espoir qu'il sera possible ultérieurement au Gouvernement, si la situation le demande, de rétablir le crédit au montant de 90,000 francs.

#### Exposition du travail à domicile.

Un membre de la section centrale a prié celle-ci de déposer un amendement au Budget en vue d'allouer aux organisateurs de l'exposition du travail à domicile à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles, en 1910, un subside de 50,000 francs. La section centrale ne s'est pas associée à cette proposition, non certes qu'elle considère l'exposition du travail à domicile comme dénuée d'intérêt, mais parce que le projet de Budget porte, à l'article 52, deux crédits, l'un de 500,000 francs, l'autre de 656,000 francs, affectés à l'Exposition de 1910. La section centrale espère que, sur le premier de ces crédits, un emplacement pourra être accordé gratuitement à l'exposition du travail à domicile et que, sur le second crédit, moyennant pour les organisateurs de s'entendre avec le Département de l'Industrie et du Travail et de faire œuvre scientifique, il pourra leur être accordé un subside.

#### Inspection du travail.

La section centrale a posé au Ministre la question suivante :

Quel est le nombre des agents attachés à l'inspection du travail et quelle est, pour chacun d'entre eux, la région dans laquelle il est chargé d'exercer ses fonctions ?

La réponse suivante nous est parvenue :

#### INSPECTION DU TRAVAIL.

1<sup>er</sup> district : *L'arrondissement administratif de Bruxelles.*

1 Inspecteur : M. De Bruycker.

2 Inspecteurs adjoints : MM. Van Drooghenbroeck et Janssens.

1 Délégué : M. Lauters.

2<sup>e</sup> district : *Les arrondissements administratifs de Louvain et de Nivelles.*

1 Inspecteur : M. Van Schendel.

3<sup>e</sup> district : *La province d'Anvers.*

- 1 Inspecteur : M. Ver Eecke.
- 2 Inspecteurs adjoints : MM. Taeymans et Hertsens.

4<sup>e</sup> district : *La Flandre orientale.*

- 1 Inspecteur principal : M. Fabri.
- 1 Inspecteur adjoint : M. Mommens.
- 5 Délégués : MM. Jacobs, De Buck et Peters.

5<sup>e</sup> district : *Les arrondissements administratifs de Bruges, Ostende, Furnes et Dixmude.*

- 1 Délégué : M. Vanden Daele.

6<sup>e</sup> district : *Les arrondissements administratifs de Courtrai, Thielt, Ypres et Roulers.*

- 1 Inspecteur : M. De Jaegher.
- 1 Délégué : M. Moenaert.

7<sup>e</sup> district : *Les arrondissements administratifs de Charleroi, Soignies et Thuin.*

- 1 Inspecteur principal : M. Quanonne.
- 1 Inspecteur adjoint : M. Wodon.
- 1 Délégué : M. Liégeois (1).

8<sup>e</sup> district : *Les arrondissements administratifs de Mons, Ath et Tournai.*

- 1 Inspecteur : M. Cuisinier.
- 1 Inspecteur adjoint : M. Lallemand.
- 1 Délégué : M. Liégeois (1).

9<sup>e</sup> district : *Les provinces de Namur et de Luxembourg.*

- 1 inspecteur : M. Duchêne.
- 1 inspecteur adjoint : M. Loiseau.

10<sup>e</sup> district : *Les provinces de Liège et de Limbourg.*

- 1 inspecteur : M. Dupont.
- 2 inspecteurs adjoints : MM. Vanden Eynde et Pieters.
- 2 délégués : MM. Henrotte et Géron.

\*  
\* \*

Le projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail a été adopté par la section centrale à l'unanimité des membres présents, moins une abstention.

*Le Rapporteur,*  
VERHAEGEN.

*Le Président,*  
COOREMAN.

---

(1) M. Liégeois exerce ses attributions dans tout le Hainaut.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 DECEMBER 1909.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid  
voor het dienstjaar 1910 (1).

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1910 bedraagt 23,738,417 frank.

Het overtreft de Begrooting van het dienstjaar 1909 met 838,600 frank.

Deze verhooging van 838,600 frank behelst :

|                                        |     |         |
|----------------------------------------|-----|---------|
| Voor de gewone uitgaven. . . . .       | fr. | 242,600 |
| Voor de buitengewone uitgaven. . . . . |     | 596,000 |
| Te zamen. . . . .                      | fr. | 838,600 |

De vermeerdering der gewone uitgaven is voornamelijk toe te schrijven aan:

|                                                                 |     |         |
|-----------------------------------------------------------------|-----|---------|
| Jaarwedden van het personeel van het hoofdbestuur . . . . .     | fr. | 23,000  |
| Voorzorgsinstellingen . . . . .                                 |     | 30,000  |
| Lijfrente-mutualiteiten . . . . .                               |     | 100,000 |
| Arbeidsbeurzen en onvrijwillige werkloosheid . . . . .          |     | 20,000  |
| Commissie voor de herziening van de mijnverordeningen . . . . . |     | 19,000  |

De vermeerdering der buitengewone uitgaven ontstaat door de Wereldtentoonstelling van Brussel in 1910.

## ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen in al de afdeelingen.

De opmerkingen, gedaan tijdens de bijeenkomsten der afdeelingen, werden

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4<sup>VIII</sup>.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, was samengesteld uit de heeren Mabille, Terwagne, Verhaegen, Masson, Huyschauer en Bôval.

aandachtig onderzocht door de Middenafdeeling. Wij zullen haar achtereenvolgens onze aandacht wijden.

## ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

### Vakonderwijs.

De Middenafdeeling komt niet terug op de wenschen herhaaldelijk uitgedrukt door de Middenafdeelingen van de laatste jaren. Meer dan ooit moet de Regeering, en zonder zich te laten terughouden door geldelijke belangen, de gemeenten en de particulieren aanmoedigen in den voor het land zoo heilzamen weg van het vakonderwijs.

Met het oog daarop, kan men niet genoeg aanbevelen aan de inspecteurs en aan de andere ambtenaren die in betrekking zijn met de bestuurscomiteiten der vakscholen, jegens hen al de welwillendheid, al de inschikkelijkheid, al den eerbied voor de bijzondere toestanden aan den dag te leggen die kunnen overeenkomen met de instelling van een degelijk vakonderwijs.

Wij willen ons dit jaar erbij bepalen de aandacht van den heer Minister op een enkel punt te vestigen. Van verscheidene kanten werd gevraagd dat de jonge soldaten zouden in staat gesteld worden om, gedurende hunne vrije uren leergangen te volgen van nijverheidsonderwijs, van landbouwonderwijs, van kunstonderwijs. Daar deze vrije uren nagenoeg overal worden toegestaan op 't einde van den dag, wenscht de Middenafdeeling vurig dat de heer Minister van Nijverheid en Arbeid zich in betrekking stelle met zijn collega van Oorlog om die uren zooveel mogelijk op denzelfden tijd te doen stellen. Anderzijds zou men moeten trachten te bekomen van de vakscholen, welke bestaan in de garnizoenssteden of in dezer omstreken, dat er leergangen en studiën worden ingericht voor de militairen gedurende de vrije uren waarover zij beschikken.

Mits eenige pogingen tot overreding vanwege de oversten en het vooruitzicht beter geboekt te staan dan zij die weigeren lessen te volgen, zouden de jonge soldaten voortaan talrijk de vakscholen bezoeken. Ze zouden er zeer nuttige kennis opdoen en beter hunnen vrijen tijd besteden dan nu over 't algemeen het geval is.

### Voorzorgsinstellingen.

Bij artikel 26 der Begrooting wordt 50,000 frank verhooging van krediet voorzien. Alhoewel zij die verhooging toejuicht, drukt de Middenafdeeling, doordrongen van het verheven maatschappelijk nut der aanmoedigingen, door den Staat verstrekt aan de instellingen door particulieren in 't leven geroepen, den wensch uit dat het krediet, toekomende jaar reeds, nog worde verhoogd om den Minister in staat te stellen steeds beter te zorgen voor de ontwikkeling van de voorzorgsinstellingen. Zooals men weet, is het getal erkende mutualiteiten van 2,978, in Januari 1900, geklommen tot 8,079 in Januari 1909, zonder dat het krediet 't welk in 1900 reeds 350,000 frank bedroeg, eene andere verhooging onderging dan die, gebracht op de begrooting van 1910.

Onvrijwillige werkloosheid en kosteloze plaatsing van de arbeiders.

De Middenafdeeling wenscht den heer Minister van Nijverheid en Arbeid geluk met de verhooging van het krediet uitgetrokken onder artikel 29, ten einde toelagen te schenken aan de instellingen voor kosteloze plaatsing van de arbeiders en aan de voorzorgs en bijstandskassen opgericht ten voordeele van de slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid.

Het krediet dat 20,000 frank bedroeg in 1909, wordt verhoogd tot 40,000 frank voor 1910.

De « paritaire » arbeidsbeurzen, de voorzorgskassen voor de slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid, en de syndicaten die tot doel hebben de studie en de verdediging van de vakbelangen der werklieden, vormen een soort van trilogie van het loon, waarvan niemand de hooge maatschappelijke belangrijkheid kan ontkennen.

Uit dat driedubbel oogpunt heeft het privaat initiatief merkwaardige uitslagen opgeleverd, die echter nog verre van toereikend zijn!

Een werkman heeft het recht met zijnen werkgever de voorwaarden van zijn werk te bespreken en wel in de eerste plaats het bedrag van zijn loon. Het is hem feitelijk onmogelijk zulks te doen, in de groote nijverheid, buiten het syndicaat om.

De werkman, getroffen door onvrijwillige werkloosheid, is tijdelijk van zijn loon beroofd. En toch moet hij zich voeden en de zijnen voeden.

De werkman zonder werk is insgelijks van loon beroofd. Hij ook heeft de opbrengst van zijn arbeid noodig om te leven en de zijnen te doen leven.

Het is dus noodig, om droevige toestanden te verhelpen en om, anderzijds, den werkman op een voet van gelijkheid te stellen met den werkgever, bij het sluiten van hunne arbeidsovereenkomst, dat de arbeidsbeurs, de kas tegen werkloosheid, het arbeidssyndicaat zich kunnen ontwikkelen en te dien einde kunnen rekenen op de ondersteuning vanwege de Staatsmachten.

De toelagen zijn niet voldoende. De wet op de erkenning van de vakverenigingen is niet voldoende. Men moet trachten te bekomen den officieelen steun voor de hoofdgedachten welke die instellingen zich beijveren te verwezenlijken.

Er bestaat daaromtrent in het verleden een merkwaardig voorbeeld dat den te volgen weg aanwijst.

Niettegenstaande de tusschenkomst van de wetgeving, bloeiden de maatschappijen tot onderlingen bijstand geenszins in België. Toen door de Regeering de bestendige commissie voor de maatschappijen tot onderlingen bijstand werd ingesteld, nam de propaganda eene nieuwe vlucht en schitterende uitslagen bekroonden het gelukkig initiatief van den Staat.

Daarom ook vraagt de Middenafdeeling aan den Minister van Nijverheid en Arbeid zonder dralen eene bestendige commissie in te stellen voor de erkende syndicaten, de « paritaire » arbeidsbeurzen en de voorzorgskassen tegen onvrijwillige werkloosheid.

Gesteund op de reeds bestaande bestuursinrichtingen, welke overigens heel goed gestemd zijn voor die trilogie van maatschappelijke instellingen, zal de Commissie deze trachten te ontwikkelen, de arbeiders er naartoe te trekken, de nog bestaande vooroordeelen van de hoofden van onderneming te doen verdwijnen, en de maatschappelijke vrede te bevorderen, door zoo veel mogelijk de instellingen uit te breiden welke de wet erkent, welke toelagen genieten van de Staatsmachten en ernstig zich houden binnen de zeer ruime perken van het doel dat zij hebben verkozen.

Te dien einde heeft de Middenafdeeling de eer aan de Kamer het volgende amendement op artikel 29 voor te stellen :

Aan den tekst toe te voegen, vóór de laatste twee woorden :

« Verschillende kosten van de Bestendige Commissie der erkende vak-vereenigingen, der « paritaire » arbeidsbeurzen en der voorzorgs- en bijstandskassen voor de slachtoffers van onvrijwillige werkloosheid. »

Voor het jaar 1910 zou het krediet, onder artikel 29 uitgetrokken, niet vermeerderd worden.

#### Arbeidsongevallen.

Eenige opmerkingen werden gewisseld betreffende de toepassing van de ongevalwet van 24 December 1903. De Middenafdeeling achtte het voorbarig eene grondige studie te maken van de talrijke vraagstukken welke ontstonden bij het eerste tijdvak van toepassing der wet, nu dat het eerste driejarig verslag over die toepassing binnen kort bij de Kamer zal ingediend worden.

Het onderzoek van dat stuk zal onontbeerlijk zijn om te oordeelen over de klachten van de belanghebbende werklieden en hoofden van onderneming, alsmede van sommige verzekeringsmaatschappijen.

#### ZONDAGSRUST.

##### Het werk in de bakkerijen.

De Middenafdeeling dringt nogmaals aan, evenals die van verleden jaar, opdat de Kamer eindelijk zou beraadslagen over het wetsontwerp tot wijziging van artikel 2 der wet van 17 Juli 1903 op de zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen. Dat ontwerp werd ingediend op 12 Maart 1907. Het bedoelt de afschaffing van het bezigen der « extra's », wier arbeiden op den Zondag ten gevolge heeft eene der hoofdbepalingen van de wet te verijdelen.

De handelsbedienden, een aantal handelaars en de *Bond voor de Zondagsrust in België* vragen dat het wetsontwerp zonder uitstel op de dagorde der Kamer worde gebracht.

\* \* \*

De christene syndicaten van bakkersgasten wendden zich tot de Kamer — andere syndicaten deden een beroep op de openbare meening — om door eene wettelijke verordening van den arbeid in de bakkerijen en in de brood-

fabrieken, de afschaffing te bekomen van het nachtwerk, alsmede het verbod te arbeiden op Zondag, tenzij in volstrekt uitzonderlijke omstandigheden. De belanghebbenden wijzen op het nadeel voor hunne gezondheid door het langdurig uitoefenen van hun beroep, op hun recht om Zondagsrust te genieten, alsmede op de ontoereikendheid van het toezicht uitgeoefend door de arbeidsoptzichters.

Getroffen door het groot getal klachten die oprijzen, verzoekt de Middenafdeeling den heer Minister van Nijverheid en Arbeid in den loop van het jaar 1910 een onderzoek in te stellen naar het bakkersberoep, naar de wijze van werken, het nadeel daardoor aan de bakkersgasten berokkend en de middelen om de vastgestelde misbruiken te verhelpen. Dat onderzoek zou geschieden door ambtenaren aan te wijzen door den Minister. Buiten het bezoek aan de broodovens, de werkplaatsen en de woningen, zou de Commissie de bakkersbazen onderhooren, alsook de bakkersgasten en, namelijk, de bakkersgasten die in syndicaat zijn vereenigd.

Het verslag van het onderzoek zou tezelfder tijd verschijnen als het ontwerp van Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor 1911.

Ten einde dien wensch te vertolken, heeft de Middenafdeeling de eer voor te stellen aan het ontwerp van Begrooting een artikel 53 toe te voegen, luidende als volgt :

« Kosten van uitgave van het verslag der Bijzondere Commissie, door den » heer Minister in te stellen om, in den loop van het jaar 1910, het nadeel te » bestudeeren dat voor de werklieden door het werk in de bakkerijen en » banketbakkerijen ontstaat, alsmede de middelen om de aangewezen mis- » bruiken te verhelpen : 1000 frank. »

#### Tegenmoetkomingen van 65 frank.

Op verzoek van een harer leden, vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den heer Minister van Nijverheid en Arbeid op de handelwijs gevolgd bij de aanvragen om de tegenmoetkoming van 65 frank.

Het Beschermingscomiteit, dat rechtstreeks de aanvragen der belanghebbenden ontvangt, beveelt voor ieder dezer aanvragen een plaatselijk onderzoek, 't welk het opdraagt aan een zijner leden. Het doet uitspraak na zijn verslaggever te hebben gehoord.

De raad van beroep verandert nooit eene beslissing van het Beschermingscomiteit zonder eerst en vooral den verslaggever te hebben gehoord door het Beschermingscomiteit belast met het plaatselijk onderzoek.

De Raad van het Mijnwezen, belast met de uitspraak in hoogsten aanleg, gaat anders te werk. Hij doet uitspraak zonder het lid van den raad van beroep te hooren, wien het verslag werd opgedragen en die in betrekking werd gesteld met den verslaggever van het Beschermingscomiteit voor de gevallen welke tot betwisting aanleiding geven.

Ten einde aan de belanghebbenden beslissingen te verzekeren, die de feiten steeds nauwkeurig weergeven, zou de heer Minister den Raad van het Mijnwezen niet kunnen uitnoodigen het voorbeeld te volgen van het Bescher-

mingscomiteit en van den Raad van beroep en, hetzij den verslaggever die het plaatselijk onderzoek deed, hetzij een afgevaardigde van den Raad van beroep te hooren, alvorens eene beslissing van den Raad te verbreken?

**Voorzorgs- en bijstandskas voor de slachtoffers van arbeidsongevallen.**

Bij artikel 50, stelt de Minister voor, de tegemoetkoming aan de Voorzorgs- en bijstandskas, door de wet van 21 Juli 1890 ingesteld ten bate van de slachtoffers van arbeidsongevallen, te verminderen tot 70,000 frank, terwijl die toelage, in 1909 en vroeger, 90,000 frank bedroeg.

In haar verslag over het dienstjaar 1908-1909 dringt die instelling sterk aan opdat het bedrag van 90,000 frank voor de toelage worde gehandhaafd.

De Middenafdeeling heeft dienaangaande den heer Minister gevraagd of hij er niet in zou kunnen toestemmen het bedrag van 90,000 frank voor het krediet van artikel 50 te herstellen.

Het antwoord luidde ontkennend. « Het is om zeer ernstige redenen — » zoo zegde de Minister, — dat de Regeering voorgesteld heeft het krediet, » uitgetrokken onder artikel 50 der Begrooting van Nijverheid en Arbeid » voor 1910, te brengen van 90,000 frank op 70,000 frank. Niettegen- » staande den wensch geuit door den beheerraad der *Voorzorgskas ten* » *bate van de slachtoffers voor arbeidsongevallen*, kan ik, nu ten minste, » niet toestemmen in eene verhooging van dat krediet. »

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat het later de Regeering zal mogelijk zijn het krediet tot het vroegere bedrag van 90,000 frank terug te brengen.

**Tentoonstelling van het werk ten huize.**

Een lid van de Middenafdeeling heeft deze verzocht een amendement op de Begrooting voor te stellen, ten einde 50,000 frank toelage te verleenen aan de inrichters van het tentoonstellen van het werk ten huize op de Wereldtentoonstelling van Brussel, in 1910. De Middenafdeeling ging daarop niet in, niet voorwaar omdat zij het tentoonstellen van het werk ten huize als zonder belang beschouwt, maar omdat op de Begrooting, onder artikel 52, twee kredieten zijn uitgetrokken, een van 500,000 frank en een van 656,000 frank, bestemd voor de Tentoonstelling van 1910. De Middenafdeeling hoopt dat, op het eerste dier kredieten, eene standplaats kosteloos zal kunnen verleend worden aan de tentoonstelling van het werk ten huize, en dat, op het tweede krediet, aan de inrichters eene toelage zal kunnen geschonken worden, mits zij zich verstaan met het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, en wetenschappelijk werk te verrichten.

**Arbeidstoezicht,**

De Middenafdeeling stelde den heer Minister de volgende vraag :

Hooveel agenten zijn er verbonden aan den Toezichtsdienst van den Arbeid en in welke streek moet ieder hunner zijn ambt uitoefenen ?

Het volgende antwoord is ons toegekomen :

## ARBEIDSTOEZICHT.

1<sup>e</sup> District : *Bestuursarrondissement Brussel.*

- 1 Toezichter : De heer De Bruycker.
- 2 Hulptoezichers : De heeren Vandrooghenbroek en Janssens.
- 1 Afgevaardigde : De heer Lauters.

2<sup>e</sup> District : *De bestuursarrondissementen Leuven en Nijvel.*

- 1 Toezichter : De heer Van Schendel.

3<sup>e</sup> District : *De provincie Antwerpen.*

- 1 Toezichter : De heer Ver Eecke.
- 2 Hulptoezichers : De heeren Taeymans en Hertsens.

4<sup>e</sup> District : *Oost-Vlaanderen.*

- 1 Oppertoezichter : De heer Fabri.
- 1 Hulptoezichter : De heer Mommens.
- 3 Afgevaardigden : De heeren Jacobs, De Buck en Peters.

5<sup>e</sup> District : *De bestuursarrondissementen Brugge, Oostende, Veurne en Diksmuide.*

- 1 Afgevaardigde : De heer Vanden Daele.

6<sup>e</sup> District : *De bestuursarrondissementen Kortrijk, Thielt, Ieperen en Roeselare.*

- 1 Toezichter : De heer De Jaegher.
- 1 Afgevaardigde : De heer Moenaert.

7<sup>e</sup> District : *De bestuursarrondissementen Charleroi, Zinnik en Thuin.*

- 1 Oppertoezichter : De heer Quanonne.
- 1 Hulptoezichter : De heer Wodon.
- 1 Afgevaardigde : De heer Liégeois (1).

8<sup>e</sup> District : *De bestuursarrondissementen Bergen, Ath en Doornik.*

- 1 Toezichter : De heer Cuisinier.
- 1 Hulptoezichter : De heer Lallemand.
- 1 Afgevaardigde : De heer Liégeois (1).

9<sup>e</sup> District : *De provinciën Namen en Luxemburg.*

- 1 Toezichter : De heer Dechène.
- 1 Hulptoezichter : De heer Loiseau.

---

(1) De heer Liégeois oefent zijn ambt uit gansch Henegouw door.

10<sup>e</sup> District : *De provincien Luik en Limburg.*

1 Toezichter : De heer Dupont.

2 Hulptoezichters : De heeren Vanden Eynde en Pieters.

2 Afgevaardigden : De heeren Henrotte en Géron.

\*  
\* \*

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid werd door de Middenafdeeling aangenomen bij eenparigheid der aanwezige leden, min eene onthouding.

*De Verslaggever,*

VERHAEGEN.

*De Voorzitter,*

COOREMAN.

---